

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 04/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPRANZI GALVANISATION

5 rue Eugène Hénaff
69200 Vénissieux

Références : UDR_TESSP_24-283-RP
Code AIOT : 0006103850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement SOPRANZI GALVANISATION implanté 5 rue Eugène Hénaff 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 06/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPRANZI GALVANISATION
- 5 rue Eugène Hénaff 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOPRANZI GALVANISATION est spécialisée dans le traitement de surface par application de zinc en fusion (galvanisation à chaud sur des pièces industrielles et des charpentes

métalliques) et par procédé électrolytique (cataphorèse). Le site dispose de deux lignes de traitement par galvanisation et une ligne de traitement par cataphorèse. L'établissement est autorisé pour ces activités par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2009 modifié. Les activités relèvent notamment de la Directive relative aux émissions industrielles (IED). A ce titre, le site est classé à autorisation sur les rubriques 3260 : traitement de surface et 3230-c : transformation des métaux ferreux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rétention eau extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1	Astreinte	6 mois
8	Canalisation rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 12.1 & 13.1	Demande d'action corrective	7 jours
9	Rétention produits dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1	/	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte
3	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	PAC - laveur d'air	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 13.2	/	Sans objet
6	Porter à connaissance - Réduction périmètre ICPE	Arrêté Ministériel du 20/07/2009, article 4.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Etat des sols	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a satisfait à la mise en demeure :

- du 12/04/2022 (point 2 de l'article 1) relative au respect des VLE des rejets aqueux
- du 30/04/2024 relative à la mise en place d'un préleveur automatique asservi au débit de la STEP Cataphorèse ; à la transmission d'un porter à connaissance pour le laveur d'air ; à rendre étanche les sols des STEP des ateliers galvanisation et cataphorèse.

En conséquence l'inspection propose à Madame la préfète :

- de lever la mise en demeure du 12/04/2022 (point 2 de l'article 1) et d'abroger l'astreinte du 30/04/2024 compte tenu que l'exploitant est parvenu à respecter les VLE dans un délai relativement restreint, après sa notification ;
- de lever la mise en demeure du 30/04/2024.

L'exploitant n'a pas satisfait à la mise en demeure du 12/04/2022 (point 1 de l'article 1) relative au confinement des eaux d'extinction incendie.

En conséquence l'inspection propose à Madame la préfète de prendre un arrêté d'astreinte journalière jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 12/04/2022 (point 1 de l'article 1).

Par ailleurs, l'exploitant doit réparer et optimiser les dispositifs de captation des émissions atmosphériques en place et étudier les dispositifs de collecte / traitement / rejet qu'il est possible de mettre en place pour les cuves de galvanisation en vue de les mettre en œuvre.

Enfin, l'inspection saisira l'opportunité d'une prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/07/2009 (modifié) pour :

- ajouter le nouveau point de rejet atmosphérique du laveur d'air et préciser les polluants suivis annuellement avec leur VLE;
- actualiser le périmètre ICPE du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention eau extinction incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La société SOPRANZI GALVANISATION est mise en demeure de respecter dans un délai de 12 mois les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006, sous mois, en mettant en œuvre une solution qui permette que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction puissent être collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent ; et en transmettant tout

document justifiant de cette mise en œuvre.
<p>Constats :</p> <p>Par courriers du 12/12/2022 et du 26/06/2023, l'exploitant a transmis des éléments de justification de la conformité du site au regard du volume de rétention réglementaire des eaux d'extinction incendie, à savoir un volume de rétention de 1249 m³ dans l'atelier Galvanisation (bât 1), 413 m³ dans l'atelier Cataphorèse (bât 1) ; 46 m³ dans le bâtiment de Stockage (bât 2), 192 m³ dans la cours intérieure du site. L'exploitant indique que le volume de rétention dans la cours intérieure est obtenu par la mise en place d'un obturateur sur le réseau des eaux pluviales de voirie. Ces courriers ont fait l'objet de demande de compléments en date du 11/01/2023 et du 10/08/2023 par l'inspection des installations classées. Lors de la présente visite, l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les plans présentés par l'exploitant ne permettent pas de justifier du cheminement des eaux d'extinction incendie en direction des rétentions identifiées (fosses de rétention des cuves de traitement de surface et voirie du site) ; • l'exploitant indique n'avoir pas installé de dispositif d'obturation des réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement permettant de confiner les eaux d'extinction incendie. <p>Au regard du non respect de la mise en demeure du 12/04/2022 sur ce point, l'inspection propose à Madame la préfète de prendre un arrêté d'astreinte journalière jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 12/04/2022 (point 1 de l'article 1). L'inspection propose d'introduire dans l'arrêté préfectoral d'astreinte une modulation de son recouvrement au regard des mesures que prendra l'exploitant pour se mettre en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SOPRANZI GALVANISATION est mise en demeure de respecter les dispositions de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 20/07/2009 modifié, sous 3 mois, en mettant en œuvre des actions correctives afin de respecter les valeurs limites d'émissions des substances réglementées ; et de transmettre les trois prochains rapports d'analyses des eaux de process.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 19/03/2024 il a été constaté la persistance de dépassements de certaines VLE, dont celle du phosphate. L'exploitant indique que pour respecter les VLE, il a changé les produits de traitements utilisés pour la station interne de la chaîne cataphorèse, mais que les dosages n'étaient pas optimisés, ce qui a conduit à des dépassements de VLE sur les paramètres MES et DCO en juin 2024. Les derniers résultats d'analyses réalisés sous accréditation datent :</p>

- du rapport du 05/08/2024 (prélèvement le 15/07/2024 dans le cadre d'un contrôle inopiné). Il apparaît trois légers dépassements pour les MES, les NO2 et le fer. Mais en prenant en compte l'incertitude associée à ces trois résultats, il ne peut pas être retenu de dépassement caractérisé de VLE ;
- du rapport du 11/10/2024 (prélèvement le 05/09/2024). Il apparaît un léger dépassement pour les MES (36mg/l pour une VLE à 30mg/l) ;

L'exploitant précise que les modifications apportées à la station interne de traitement des eaux de la chaîne cataphorèse ont permis de réduire la consommation d'eau et donc les rejets d'eaux usées, si bien qu'il y apparaît une augmentation de la concentration des substances polluantes dans les rejets.

L'inspection constate en effet sur GIDAF une réduction de l'ordre de 30 à 50 % des débits d'eaux rejetées et précise à toutes fins utiles que l'article 22 de l'arrêté du 30/06/2006 prévoit la possibilité de modifier les VLE en concentration à la hausse, sous certaines conditions. Dans l'hypothèse où l'exploitant souhaiterait demander une modification de ses VLE en concentration (à flux constant), il devrait déposer un dossier à connaissance à la DDPP (ddpp-pe@rhone.gouv.fr).

L'inspection propose à Madame la préfète de :

- lever la mise en demeure du 12/04/2022 sur ce point ;
- d'abroger l'astreinte du 30/04/2024, compte tenu que l'exploitant est parvenu à respecter les VLE dans un délai relativement restreint, après sa notification.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

N° 3 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2024

Prescription contrôlée :

Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la facture du 07/05/2024 de la société BAMO Mesures pour un préleveur automatique réfrigéré asservi au débit ainsi qu'un débitmètre.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection constate la présence d'un préleveur automatique d'eau sur la station interne de traitement des eaux de l'atelier Cataphorèse.</p> <p>L'inspection constate que la température affichée de l'enceinte qui maintient les échantillons au frais est de 8°C, soit conforme à la température de conservation des échantillons avant analyse de 5°C +/- 3°C.</p> <p>L'inspection propose à Madame la préfète de lever la mise en demeure du 30/04/2024 sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : PAC - laveur d'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Rejet eau réseau assainissement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriers du 15/04/2024 et du 25/04/2024, l'exploitant a complété son porter à connaissance relatif à l'installation d'un système d'aspiration et d'épuration (laveur d'air) des vapeurs des bains de décapage de l'atelier de galvanisation.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les deux points de rejets initialement réalisés dans le réseau des eaux pluviales de voiries se font dorénavant dans deux bacs étanches ; - que le laveur d'air dispose d'un point de rejet dans la station interne de traitement de l'atelier de galvanisation. <p>L'exploitant indique que le rejet principal d'eau du laveur d'air est celui relié à la station interne de traitement de l'atelier de galvanisation, et qu'il vide en cas de besoin les deux bacs de récupération à l'aide d'une pompe dans cette même station.</p> <p>Dans son porter à connaissance, l'exploitant s'est positionné sur le suivi des polluants atmosphériques susceptibles d'être émis par le laveur d'air : acidité / alcalinité, teneur en HCL. De</p>

<p>plus l'exploitant propose de mesurer le débit et la teneur en eau. L'exploitant a transmis les résultats des mesures des années 2021, 2022, 2023. Ces mesures sont conformes aux VLE fixées à l'article 26 de l'arrêté du 30/06/2006. La valeur de l'alcalinité étant toujours égale à 0 et au regard de la nature des effluents traités (acide) par le laveur d'air, le suivi de ce paramètre peut être arrêté dès la prochaine campagne de mesure des rejets atmosphériques.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier par des données bibliographiques l'absence de tous les autres polluants mentionnés à l'article 26 de l'arrêté du 30/06/2006 (Cr total, chrome VI, Ni, CN, NOx, SO2, NH3).</p> <p>L'inspection propose à Madame la préfète de lever la mise en demeure du 30/04/2024 sur ce point.</p> <p>L'inspection saisira l'opportunité d'une prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/07/2009 (modifié) pour ajouter ce nouveau point de rejet atmosphérique du laveur d'air ainsi que la liste des polluants atmosphériques à suivre avec leur valeur limite associée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant lors de la prochaine campagne de mesure des rejets atmosphériques de réaliser une analyse de l'ensemble des polluants figurant à l'article 26 de l'arrêté du 30/06/2006, sauf l'alcalinité. Cette mesure devra être réalisée dans les conditions représentatives de l'activité. En fonction des résultats, l'exploitant proposera le cas échéant d'actualiser la liste des polluants susceptibles d'être rejetés par le laveur d'air et donc de faire l'objet d'un suivi annuel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 5 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 13.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites définies en annexe 2</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cataphorèse / Galvanisation : acidité totale 0,5mg/Nm3 ; HF 2mg/Nm3 ; alcalins 10mg/Nm3 ; NOx 100 mg/Nm3 ; Hexyl Glycol 125mg/Nm3 - Périodicité annuelle - Dépoussiéreurs : poussières 20mg/Nm3 -Périodicité triennale
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis avant la visite le rapport de Bureau Veritas du 17/11/2023 relatif aux mesures des émissions atmosphériques de 2023.</p> <p>Les mesures des rejets atmosphériques de 2024 ont été réalisées dans le cadre d'un contrôle inopiné. Le rapport de ce contrôle a été établi par l'Apave le 19/08/2024.</p> <p>Il n'est pas mentionné de non-conformité dans ces deux rapports.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Porter à connaissance - Réduction périmètre ICPE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/07/2009, article 4.1</p>

Thème(s) : Situation administrative, Réduction périmètre ICPE
Prescription contrôlée : <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>Par correspondance du 20/09/2023 l'exploitant a confirmé la réduction du périmètre ICPE de son site intervenu en 2009. Les parcelles 1886 et 1887 ne font plus partie du périmètre ICPE de l'exploitant. Le périmètre ICPE du site est délimité par les parcelles 1137 et 1138.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection constate</p> <ul style="list-style-type: none"> • que le site de l'exploitant est clôturé sur tout le long de la partie cédée ; • que la modélisation de flux thermiques réalisée par l'Apave (rapport A542748511 du 19 février 2024) ne montre aucun flux thermique (supérieur ou égal à 3kW/m²) du site de l'exploitant sur la partie du terrain cédé. <p>L'inspection saisira l'opportunité d'une prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/07/2009 (modifié) pour actualiser le périmètre ICPE du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etat des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution diffuse
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/07/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substance qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</p>
Constats : <p><u>Sol du local de la station interne de traitement des eaux de l'atelier Galvanisation</u></p> <p>Par courrier du 16/04/2024, l'exploitant a indiqué qu'il a prévu :</p>

- d'appliquer une résine étanche sur le sol et a fournit le bon de commande du matériel nécessaire daté du 30/04/2024 ;
- de mettre en place un seuil permettant d'empêcher l'écoulement d'eau par le trou constaté lors de la visite du 19/03/2024.

Lors de la présence visite, l'inspection constate la présence d'un seuil permettant d'empêcher le ruissellement de liquide par le trou constaté lors de la visite du 19/03/2024. L'inspection précise qu'il ne doit pas y avoir de terrain naturel à l'intérieur du local de la station. Si tel est le cas, il doit être recouvert de manière à ne pas pouvoir être en contact direct avec des eaux susceptibles d'être polluées.

Sol de l'atelier cataphorèse, sous la station interne de traitement des eaux usées

Lors de la présence visite, l'inspection constate que l'exploitant a mis en place une plaque couvrant le trou dans le sol.

L'inspection propose à Madame la préfète de lever la mise en demeure du 30/04/2024 sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Canalisation rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 12.1 & 13.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

12.1 : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologie propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques (...)

13.1 : Les rejets atmosphériques sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

Constats :

Lors de la présente visite, l'inspection constate la présence de vapeur non canalisée au-dessus :

- des cuves de l'atelier cataphorèse;
- des cuves d'acides chlorhydriques de l'atelier Galvanisation ;
- des cuves de galvanisation

Par ailleurs l'inspection constate, la présence sur le site de vapeurs et/ou poussières dans l'air localisés autour du bâtiment contenant l'atelier galvanisation et cataphorèse.

<p>L'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour l'atelier Cataphorèse que le moteur assurant l'aspiration des vapeurs est actuellement en panne ; • pour les cuves d'HCl de l'atelier Galvanisation que l'aspiration est opérationnelle, et que les rapports de mesures des rejets atmosphériques mentionnent les valeurs de débits non nuls (l'inspection constate que ces valeurs sont de l'ordre de 15 000Nm3/h en 2023 et 2024) ; • pour les cuves de zinc fondu qu'elles n'ont jamais été équipées de dispositif de captation des émissions atmosphériques, mais que cela est un projet qui sera étudié ; • que la météo particulière du jour (temps bas) empêche la bonne dispersion des émissions atmosphériques de l'atelier galvanisation, d'où leur stagnation à proximité du bâtiment. <p>Après la visite, l'inspection constate à la lecture du bilan de fonctionnement du site réalisé par l'exploitant en mai 2007 et mis à jour en juin 2008, que l'exploitant mentionnait pour la galvanisation un écart aux MTD puisqu'aucun système de captage des vapeurs et poussières issues du bain de zinc n'est installé</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous une semaine de remettre en fonctionnement l'aspiration des vapeurs des cuves de l'atelier cataphorèse ; • sous 3 mois, d'améliorer le dispositif d'aspiration des vapeurs des cuves d'acides chlorhydriques ; • sous 3 mois de réaliser une étude technico-économique relative à la mise en place d'un dispositif de collecte, de traitement éventuel et de rejet des émissions atmosphériques des cuves de zinc fondu pour permettre une bonne diffusion des rejets, avec un calendrier de mise en œuvre.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 9 : Rétention produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Risque accidentel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p>
<p>Constats :</p>

Lors du cheminement sur le site, l'inspection constate la présence d'une dizaine de GRV, pas nécessairement remplis au maximum, contenant des produits dangereux stockés sur la voirie du site sans être associés à une rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, sous 7 jours, d'associer à une capacité de rétention réglementaire à tout stockage de produits dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours